

# AVENANT FINANCIER

DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2004

A LA CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT

CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL

2004 - 2006

ENTRE

L'ETAT

(Ministère de la culture et de la communication  
- Préfecture de Région d'Ile-de-France  
- Direction régionale des affaires culturelles  
d'Ile-de-France)

LE CENTRE NATIONAL DE LA CINEMATOGRAPHIE

Tiers 18923  
Prod 1185  
F.N. 7061  
Date 4/11/04

Tiers 18923  
Prod 1185  
F.N. 7062  
Date 4/11/04

ET

Tiers 18923  
Prod 7209  
F.N. 7063  
Date 4/11/04

~~1775~~  
~~1185~~  
~~6242~~  
~~16/09/04~~  
~~18466~~  
~~16317~~

LA REGION ILE-DE-FRANCE

~~1775~~  
~~1185~~  
~~6243~~  
~~16/09/04~~  
~~18467~~  
~~16327~~

~~1775~~  
~~7209~~  
~~6243~~  
~~16/09/04~~  
~~18470~~  
~~16326~~



Vu la loi de finances pour 2004 - n° 2003 - 1311 du 30 décembre 2003, parue au Journal Officiel n° 302 du 31 décembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003 - 1323 du 30 décembre 2003 portant décret de répartition des crédits du Ministère de la culture et de la communication pour 2004 ;

Vu le décret n° 2003 - 1349 du 30 décembre 2003 portant décret de répartition des crédits des comptes spéciaux du Trésor pour 2004 ;

Vu le budget du centre national de la cinématographie pour 2004 ;

Vu le budget primitif 2004 de la Région Ile-de-France autorisant le Président à signer la présente convention ;

ENTRE

L'État, représenté par le Préfet de la Région Ile-de-France , Préfet de Paris, **M Bertrand Landrieu**, ci-après désigné « l'Etat »,

Le Centre national de la cinématographie, représenté par son Directeur général, Monsieur David Kessler, ci-après désigné « le CNC »,

ET

La Région Ile-de-France, représentée par son Président, **M Jean-Paul Huchon** ci-après désignée « la Région »,

En application de la convention de développement cinématographique et audiovisuel pour la période 2004 à 2006, signée entre l'Etat, le Centre national de la cinématographie et la Région Ile-de-France. en date du ....., et singulièrement de l'article 18 relatif aux dispositions financières, il est convenu ce qui suit :

#### ARTICLE 1 - PARTICIPATIONS FINANCIERES DES PARTENAIRES

La participation totale de chacun des signataires de la convention à la mise en œuvre des axes prioritaires contractuels pour l'année 2004 s'établit comme suit :

Région Ile-de-France	12 575 500 €
Etat (Préfecture de Région - DRAC Ile-de-France)	1 324 310 €
CNC	1 106 000 €



## ARTICLE 2 - TABLEAU FINANCIER RECAPITULATIF

ACTIONS	ETAT (DRAC)	CNC	REGION	TOTAL
<i>Titre I – Chapitre 1 - Article 3</i> <b>Aide à la production cinématographique de long métrage</b> + <i>Titre I – Chapitre 1 - Article 4</i> <b>Aide à la production de programmes audiovisuels</b>	-	1 000 000 €	10 000 000 € *	11 000 000 €
	-	-		
<i>Titre I – Chapitre 3- Article 6</i> <b>Aide à la création cinématographique et audiovisuelle</b>	-	76 000 €	404 929 €	480 929 €
<i>Titre I – Chapitre 3- Article 7</i> <b>Aide à la création expérimentale et multimédia</b>	40 000 €	-	126 000 €	166 000 €
<i>Titre I – Chapitre 5 - Article 11</i> <b>Accueil des tournages</b>	-	30 000 €	800 000 €	830 000 €
<i>Titre II – Chapitre 1 - Article 13</i> <b>Lycéens au cinéma</b>	33 000 €	-	305 000 €	338 000 €
<i>Titre II – Chapitre 2 - Article 15 - a</i> <b>Actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique</b>	80 000 €	-	89 571 €	169 571 €
<i>Titre II – Chapitre 2 - Article 15 - b</i> <b>Actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique</b>	1 171 310 €	-	850 000 €	2 021 310 €
<b>TOTAUX</b>	<b>1 324 310 €</b>	<b>1 106 000 €</b>	<b>12 575 500 €</b>	<b>15 005 810 €</b>

\* La Région s'engage à consacrer au minimum 2 000 000 € au soutien de long métrage de cinéma.



*Titre II – Chapitre 1 - Article 13 – Lycéens au cinéma* : pour mémoire, le CNC prend en charge financièrement le tirage des copies neuves et la conception des plaquettes d'accompagnement des films du dispositif « *Lycéens au cinéma* ».

### **ARTICLE 3 - SUBVENTIONS DE LA DRAC D'ILE-DE-FRANCE**

Les subventions de la DRAC Ile de France, d'un montant global de 1 324 310 €, sont versées directement à chacune des associations concernées, et notamment pour l'opération « lycéens au cinéma » à l'opérateur du dispositif, et pour l'ACME et Cinéville à l'EPCC ARCADI

### **ARTICLE 4 : SUBVENTIONS DU CNC**

Les subventions du CNC, d'un montant global de 1 106 000 €, seront versées en deux fois à l'ordre de Monsieur le payeur régional de la région Ile-de-France sur le compte suivant : Recette générale des finances – Collectivités territoriales – Code banque 30001 – Code guichet 00064 - Compte n° 00000090319 – Clé RIB 04, soit 553 000 € à la signature de la présente convention et 553 000 € suite à l'évaluation annuelle des actions engagées.

Ces subventions sont imputées comme suit :

- **Titre I – Chapitre 1 - Article 3**

« Aide à la production de long métrage cinéma » sur la ligne budgétaire n° 657.714 -1185 du Budget D du CNC :

500 000 € à la signature,

500 000 € après bilan, au prorata de l'investissement total annuel effectivement réalisé par la Région.

- **Titre I – Chapitre 3 - Articles 5 et 6 (en attente des montants de ARCADI)**

« Aide à la création » sur la ligne budgétaire n° 657.714 -1185 du Budget D du CNC :

38 000 € à la signature,

38 000 € après bilan, au prorata de l'investissement total annuel effectivement réalisé par la Région.

- **Titre I – Chapitre 4 - Article 11**

« Accueil des tournages » sur la ligne budgétaire n° 657.871 - 7209 du Budget D du CNC :

15 000 € à la signature,

15 000 € sur la base d'un bilan qualitatif, quantitatif et financier annuel.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur Général du CNC, et le comptable assignataire, l'Agent de la comptabilité générale du CNC.

### **ARTICLE 5 - SUBVENTIONS DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE**

Les subventions de la Région Ile-de-France d'un montant global de 12 575 500 €, seront versées de la manière suivante :



Ces subventions sont imputées comme suit :

- **Titre I – Chapitre 1 et Chapitre 2 - Articles 3 et 4**

« Aide à la production cinématographique de long métrage » et « Aide à la production de programmes audiovisuels » : 10 000 000 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6575.5, hcdp, Cinéma.

La Région s'engage à consacrer au minimum 2 000 000 € au soutien de long métrage de cinéma.

- **Titre I – Chapitre 3 - Articles 5 et 6**

« Aide à la création cinématographique et audiovisuelle » : 404 929 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6575.3, hcdp, Organismes culturels rattachés.

- **Titre I – Chapitre 3 - Article 7**

« Aide à la création expérimentale et multimédia » : 126 000 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6575.3, hcdp, Organismes culturels rattachés.

- **Titre I – Chapitre 5 - Article 11**

« Accueil des tournages » : 800 000 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6575.3, hcdp, Organismes culturels rattachés.

- **Titre II – Chapitre 1 - Article 13**

« Lycéens au cinéma » : 305 000 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6605.7, hcdp, Lycéens et apprentis au cinéma.

- **Titre II – Chapitre 2 - Article 15**

« Actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique » :

a) Festivals : 850 000 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6575.5, hcdp, Cinéma.

b) Cinéville : 89 571 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6575.3, hcdp, Organismes culturels rattachés.

## **ARTICLE 6 - CLAUSE DE REVERSEMENT**

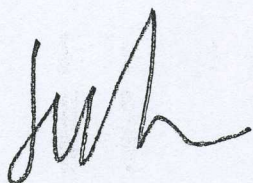
S'il apparaît que les engagements des contractants ne sont pas tenus en tout ou partie dans les mêmes délais, chaque partie pourra demander le reversement du montant de sa contribution aux opérations qui n'auraient pas été réalisées.

Le présent avenant ne pourra en aucun cas être opposé aux présents signataires par les personnes morales, ou leurs représentants cités à la présente, celui-ci ne valant engagement qu'entre les signataires.



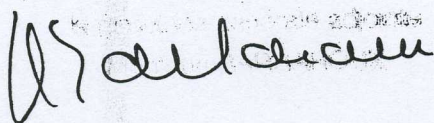
La présente convention est signée à Paris  
en six exemplaires originaux, le 25 octobre 201

Pour la Région Ile-de-France ,  
le Président du Conseil Régional



Jean-Paul HUCHON


Pour le Centre national  
de la cinématographie,  
le Directeur général



David KESSLER

Pour l'État,  
le Préfet de la Région Ile-de-France ,  
Préfet de Paris.

Le Préfet, Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Région d'Ile-de-France

  
Christian DORS

Le Contrôleur d'Etat  
auprès du CNC



Norbert DIVOY